N° 100 — 6e Année — CINQ CENTIMES — Mercredi 2 Mai 1894

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir,
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

Abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES. . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du Journal à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8.

TÉLÉPHONE

L'Avenir de Roubaix-Tourcoing commencera prochainement la publication d'un nouveau feuilleton.

TRAVAIL et CAPITAL

La *Petite République* a fait une réflexion très juste sur le résultat de l'emprunt municipal de la ville de Paris, couvert près de quatre-vingt-cinq fois. Est-ce le signe d'une extraordinaire prospérité, et faut-il s'en réjouir sans réserve? Notre confrère socialiste comprend très bien que cette abondance de capitaux disponibles (moins grande cependant que les chiffres ne le feraient croire) **n'est pas précisément un indice que le travail industriel est dans un état florissant. Si l'argent est sur le marché, cherchant un placement dans un emprunt d'Etat ou municipal, c'est qu'il ne va pas aux entreprises de l'industrie.** « Quand les tiroirs se remplissent, dit le rédacteur de la *Petite République*, les ateliers se vident. » **Le chômage des écus a pour corollaire le chômage des bras.** Cette observation est de bon sens et nous sommes heureux de la rencontrer sous la plume d'une socialiste. Mais ne devrait-elle pas conduire un peu plus loin ceux qui la font et les amener à se demander d'où vient le chômage des capitaux et la vie pénible et étroite de l'industrie?

Cette question toute naturelle, ils se gardent pourtant de la poser. Ils ont peur de la réponse qu'il y faudrait faire et qui les amènerait sans nul doute à constater que le capital, loin d'être l'ennemi du travail, en est le **premier auxiliaire et même la condition indispensable.** Alors que signifieraient leurs déclamations aveugles contre l'infâme capital?

Que font les socialistes révolutionnaires, les fauteurs de grèves, les prédicateurs du chômage et des haines de classes, sinon de rendre plus difficiles et parfois impossibles les grandes et féconds entreprises industrielles? Ne sont-ce pas eux tous les premiers qui vident les ateliers, suscitent les conflits, découragent les patrons, font fuir les capitaux, appauvrissent le pays tout entier, en le mettant dans l'impossibilité absolue de résister à la concurrence étrangère? Ne sont-ce pas eux qui font tous leurs efforts, comme hier encore à Trignac, pour empêcher une entente également désirable pour les ouvriers et pour les chefs d'industrie? Et contre qui travaillent-ils en ce faisant, sinon contre les ouvriers eux-mêmes, à qui ils dérobent en réalité leurs moyens d'existence en détournant les capitaux de l'industrie, c'est-à-dire d'un emploi productif pour tout le monde.

N'apparaît-il pas ici clair comme le jour, quand on serre de près cette question, que *le sophisme économique* le plus grossier est celui-là même que développe le fanatisme aveugle de certains socialistes, à savoir que la rémunération du capital et le salaire du travail ouvrier sont en opposition et se suivent réciproquement? C'est le contraire qui est la *vérité économique*. Plus les capitaux seront attirés vers l'industrie, plus aussi le travail industriel sera rémunérateur pour ceux qui le font. L'apauvrissement du capital a toujours pour corollaire celui de l'ouvrier.

Il est évident, en effet, que moins l'argent est abondant, plus il faut le payer cher, et que la vraie politique économique, la politique la plus favorable à la classe ouvrière, n'est pas celle qui fait les capitaux et les met, pour ainsi parler, en grève, mais une politique qui les ferait affluer sur tous les chantiers et, par cela même, abaisserait leur rémunération légitime et augmenterait proportionnellement au rebours la valeur de la main d'œuvre? Mais cette politique de progrès et de paix ne ferait pas les affaires de ceux qui, dans ces questions, voient des situations à exploiter bien plus que des problèmes à résoudre.

La Commission permanente du Conseil supérieur du Travail

La Commission permanente du Conseil supérieur du Travail a repris hier ses séances interrompues par les vacances parlementaires. On a continué l'examen du projet de loi relatif aux Conseils et aux Chambres de travail. M. Jules Simon a présidé la première partie de la séance et a laissé ensuite la fauteuil à M. Léon Say.

L'étude du projet est assez avancée maintenant et l'on peut dire que les lignes principales de cette création, qui a été demandée et étudiée par le *Progrès du Nord* depuis déjà bien des années, sont aujourd'hui adoptées d'une manière définitive par la commission du Conseil supérieur.

MM. Heurteau, Léon Say, Mesureur, Lyon Caen, Villard, Fleurot, vice-directeur de l'Office du Travail, et M. Hector Depasse ont pris part à la discussion. M. Fleurot a séance comme étant rétabli à Lille.

La Commission a jugé qu'elle avait assez avancé ses travaux pour choisir, au moins provisoirement, un rapporteur qui serait chargé de résumer les débats et d'indiquer l'esprit général qui aurait dirigé la Commission.

Notre ancien collaborateur, M. Hector Depasse, a été désigné à l'unanimité comme rapporteur.

Nous sommes convaincus qu'il saura maintenir dans un rapport les principes qu'il a si longtemps défendus dans nos colonnes et qu'il a été un des premiers à faire connaître dans notre pays.

Echos et Nouvelles

La pêche à la ligne n'est pas fermée pour tout le monde. Dans le Loing, on pêche encore la truite, grâce à M. Jouset de Bellesme, qui a jeté 10,000 saumons de fontaine dans le Loing, à Moret.

***

Nous apprenons la mort à Versailles de M. Marche, ancien receveur municipal de cette ville. Ce fut lui qui, lors du Dix-huit-brumaire, vola la caisse municipale de Versailles. Il avait soixante-dix-sept ans.

***

Léopold Sacher-Masoch, l'auteur bien connu dont la mort avait été annoncée la semaine dernière, n'a même pas été malade et n'a ni articles nécrologiques qui lui aient été consacrés.

***

M. Eil, Peichtinger a prié avec deux de ses compatriotes, nommés Freilinger et Liebinger, de faire à pied le trajet de Vienne à Anvers.

***

Un ancien négociant de Voiron, M. Benoît Noël-Marchal, vient de mourir en laissant un original testament dans lequel il déclare vouloir être enterré civilement et aux sons de chants patriotiques et antimilitaires.

***

Parmi les envois au Salon des Champs-Elysées, on signale *Isis*, une œuvre posthume de Frandeschi.

***

Ces choses ne se passent qu'en Italie :

Le mobilier de plusieurs pièces de l'Hôtel de ville de Gênes a été saisi par huissier de justice, la municipalité refusant à payer les traitements de deux de ses employés.

***

Le professeur allemand Wilhelm Lowenthal, qui habitait autrefois à Lausanne et qui est mort sous traitement de choléra à Paide du salut, est mort d'une paralysie du cœur, hier, à Berlin.

Votre procédé pour réprimer l'anarchie a pour résultat de l'entretenir, de la fomenter. Vos policiers jouent le rôle d'agents provocateurs. Vous soupçonnez les publications anarchistes (*le Père Peinard* en est peut-être plus, dit-il, ironiques au centre.)

Une voix. — L'apologiste de l'assassinat.

M. Clovis Hugues. — C'est vous qui êtes les assassins! C'est Dalifet! (Violentes protestations au centre. — Cris : A l'ordre! — Tumulte).

M. Clovis Hugues, debout, continue à crier.

Au milieu du bruit, on entend à plusieurs reprises le mot : assassins ».

M. le président. — Calmez-vous, M. Clovis Hugues.

Le calme se rétablit peu à peu.

M. Jaurès. — Il y a quelques années, ce n'était pas le socialisme que l'on visait, c'était *ailleurs* la droite monarchique.

L'orateur rappelle les événement de Montceau-les-Mines, l'explosion du café Bellecour à Lyon, la réunion des sans-travail à l'esplanade des Invalides.

On y remarque, parmi les manifestants, M. le comte de Mun qui est aujourd'hui l'adversaire du socialisme chrétien.

M. le comte de Mun. — Il n'y a pas de socialisme chrétien. (Sensation. Mouvements divers).

M. Jaurès. — Quelques expressions parmi quelques-uns qui appartient M. de Mun a essayé de prendre au socialisme ce qu'il était possible pour restreindre l'influence du christianisme.

M. l'abbé Lemire. — M. Guesde a dit que c'est le socialiste qui avait emprunté à l'Evangile.

M. Jaurès. — Je reprends : M. le comte de Mun fut une trouvé pour les manifestants. Il fut se défendre à cette tribune avec M. de Cassagnac contre les insinuations de M. Waldeck-Rousseau alors ministre, mais depuis, la droite s'est rallié.

MM de Bernis et Gamard protestent.

Non ce n'est pas la droite qui gouverne aujourd'hui un ornement de la politique gouvernementale, et il faut nous socialistes qui faisons des attaques ministérielles.

M. de Douville-Maillefeu. — C'est la nouvelle qu'on en a. (Rires à droite. Rires à gauche).

M. le baron Reconchamp. — Toute la droite n'est pas ralliée.

M. Jaurès. — Tandis qu'on supprime le *Père Peinard* le *Revolté* qui tient même publier dans son supplément les articles les plus violents et les illustrations les plus infâmes.

M. Viviani. — Le *Figaro* est le journal de l'Elysée.

Nous voyons constamment les journaux capitalistes publier les actes d'accusation, les listes des jurés, les sommaires des premiers interrogatoires de la justice, on ne fait aucun point. Ils ont *pour eux la force, la force*, ils allent à gauche.

Tout pour l'argent! telle est la devise de régime, et cela explique les subventions indirectes journaux par certains capitalistes. (Bruit sur divers bancs.)

Les journaux rapportent ce matin des faits racontés par Tournaire. Tout le monde le connaît au moins de nom. Je vous précise. Son rôle administratif consiste à faire des rapports entre les capitalistes et les ouvriers.

Il y a quinze mois, il vint à Carmaux, sa propagande consistait à dire aux grévistes que les députés socialistes n'avaient d'autre but que de faire beaucoup chère à leurs dépens.

En même temps, il les invitait aux pires violences. Ne craignez rien, disait-il, une fois le coup fait, on vous indemnisera. Et le jeune voici rendre à ondées, et il montrait une liasse de billets de banque. On s'étonne, on lui demanda si ces billets provenaient des fonds secrets. (Exclamations ironiques au centre.)

Il répondit que les capitalistes parisiens lui avaient remis ces billets pour les distribuer. Il y a des chefs de grandes maisons industrielles qui reviennent nous dire agréables, à certains compagnons et à nous!

M. Bourgoin. — *Ce sont là des potins!*

M. Jaurès. — On dit des potins. (Rires).

M. Jaurès. — Ce sont des accusations précises. (Rires à droite au centre).

Pour prouver le gouvernement ne s'est il pas ému de tous faits? (Rires ironiques).

N'a-t-on pas trouvé dans la maison de Tournaire, après sa fuite à Carmaux, une lettre de M. de Rothschild avec ses remerciements et une de la duchesse d'Uzès, regrettant de ne pouvoir faire davantage. (Nouvelles exclamations ironiques).

Ces faits ne sont pas les seuls. L'anarchiste Matha raconte dans un livre qu'on des premières alcoves de l'avenue fut encore M. de Rothschild. Dans un *interview*, un fonctionnaire de la police a déclaré lui-même que plusieurs anarchistes avaient des relations avec le monde clérical.

M. Jaurès. — Le journal officieux le *Temps* publiait le 5 mars une information d'après laquelle, on ne trouvait pas de trace d'anarchisme et notamment chez Sébastien Faure, ancien élève des Jésuites, des sommes considérables. D'où venaient ces fonds? d'où le *Temps* tenait-il son information?

On a dit également que chez Tournaire, des cartes de visites avaient été trouvées, annonçant des envois d'argent. Je mentionne que le gouvernement n'a pas jugé à propos ni de confirmer, ni de démentir ces faits.

M. Reynaud, ministre de l'intérieur. — Ils relèvent de l'instruction judiciaire.

M. Millerand proteste.

M. Jaurès. — Je sais bien la raison que vous donnez. Le garde des sceaux est venu nous répondre que vous ne savez rien à ce sujet.

Vous faites de perquisitions hâtives et quand on vous en demande compte, vous répondez que vous n'en savez rien. C'est de l'aveuglement.

L'Eglise joue un double jeu, elle essaie de pénétrer dans les milieux, même dans les milieux anarchistes. Elle cherche à attirer à elle le monde intellectuel, le monde ouvrier. Elle fait de son mieux à vous commettre contre le socialisme.

Que ne tiens-vous cependant? vous condamnez Jean Grave et vous rouvrez les portes de la France à l'abbé Forbes, un prêtre qui a tenu en chaire le même langage que lui. (Applaudissements à gauche).

Vous nous attaquez, nous, socialistes, et vous parlez avec l'église, avec le Pape dont l'encyclique je le sais bien, se garde des excès et vous nous répondrez